



VILLE DE VINCENNES

DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

Arrêté réglementant la circulation et le
stationnement des véhicules

**OBJET : permis de stationnement - stockage
éléments d'échafaudage – avenue Aubert
si**

**ARRETE N° A - T - 22 - 1312
EN DATE DU 14 OCT, 2022**

Le Maire de Vincennes,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de la route ;

VU le Code de la voirie routière ;

VU le Code pénal ;

VU l'arrêté n° 2716 en date du 21 mai 2007, réglementant la durée du stationnement sur le territoire de la commune ;

VU la décision n° DM-21-427 en date du 13 décembre 2021, fixant les droits de voirie et de stationnement à compter du 1er janvier 2022 ;

VU l'arrêté n° 3791 en date du 9 décembre 2014, réglementant le stationnement des véhicules pour une durée limitée à 15 minutes maximum côté impair en vis-à-vis du n° 12, avenue Aubert ;

VU la demande de la société MJJ en date du 3 octobre 2022, concernant une neutralisation de stationnement pour procéder au stockage d'éléments d'échafaudage dans le cadre des travaux de surélévation des combles de la propriété sise 14, avenue Aubert ;

CONSIDÉRANT que pour effectuer cette opération en toute sécurité afin d'assurer la circulation générale et le libre passage des véhicules de secours, il est nécessaire de modifier temporairement le régime du stationnement dans une partie de cette voie ;

ARRÊTE

ARTICLE I – Le présent arrêté déroge à l'arrêté n° 3791 en date du 9 décembre 2014.

ARTICLE II – Du 24 octobre 2022 à 8h00 au 28 octobre 2022 à 17h00 avenue Aubert le stationnement est interdit et considéré comme gênant en vis-à-vis n° 12, sur une longueur de 10 mètres (2 emplacements arrêt minutes) espace réservé au stockage des éléments d'échafaudage.

En raison de la nature de cette opération qui implique un dégagement total du stationnement, celui-ci est considéré comme gênant selon les termes de l'article R.417-10 du Code de la route, et les véhicules en infraction peuvent faire l'objet d'un enlèvement immédiat.

Les prescriptions suivantes doivent être respectées :

. une largeur de voie de circulation d'un minimum de 3 mètres est impérativement laissée au droit de l'occupation ;

. seuls les éléments d'échafaudage occupent l'espace ainsi libéré ;

. le stockage des éléments d'échafaudage est sécurisé par de la rubalise ;

. l'écoulement des eaux dans le caniveau est maintenu en permanence ;

. les lieux sont maintenus en parfait état de propreté, aucun autre dépôt n'est toléré.

ARTICLE III – La société MJJ MARTINS ET FILS -25, rue Albert-Sarrault – 94370 SUCY en BRIE - chargée des travaux, procède après en avoir informé la Direction générale des services techniques et de l'urbanisme à la pose et à l'entretien des panneaux, signalisations et dispositifs réglementaires matérialisant ces dispositions, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 6 novembre 1992 (8^{ème} partie – signalisation

temporaire) et à l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes. Ces signalisations sont déposées dès la fin du chantier.

ARTICLE IV – Cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance.

ARTICLE V – Le présent arrêté est affiché aux endroits ordinaires et dans la voie concernée.

ARTICLE VI – Les infractions au présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux.

ARTICLE VII – Le Directeur général des services, le Directeur général des services techniques et de l'urbanisme, la Commissaire de police de Vincennes et les agents de la police municipale de Vincennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE VIII – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et notifié au pétitionnaire.



Robin LOUVIGNÉ
Adjoint au Maire
chargé du cadre de vie, des mobilités
et de la propreté